


NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



66210



Distr.
LIMITEE
E/CN.14/SWCD/2
14 décembre 1961
Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Comité permanent de la protection sociale
et du développement communautaire
Addis-Abéba, 5-13 février 1962

ASPECTS SOCIAUX DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Note.- Ce document a été publié aussi sous la cote E/CN.14/ESD/21.

61-1644

DOI: 10.1002/for

ASPECTS SOCIAUX DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

INTRODUCTION

1. Le développement économique des pays demeure inséparable de leur évolution sociale. L'essor économique, en modifiant les normes de vie, en déplaçant les valeurs traditionnelles, en créant de nouveaux pôles d'attraction ou centres d'intérêt, en introduisant des modes et des rythmes différents de productivité, a apporté dans les structures sociales des changements d'autant plus profonds que plus grand est l'écart entre les formes coutumières et le monde moderne.

Inversément, le conservatisme des structures traditionnelles, le statisme des mentalités ou, au contraire, la rupture brutale du cadre social, sous l'impact des facteurs évolutifs peuvent offrir un frein au progrès économique. Il existe aussi une interdépendance étroite et constante entre les aspects économiques et sociaux du développement.

2. Consciente de cette interdépendance, et s'appuyant sur son mandat, la Commission économique pour l'Afrique ne s'est pas contentée de faire figurer à son programme de travail de nombreux projets touchant au développement économique, mais aussi des études portant sur les aspects sociaux de ce développement. C'est ainsi qu'elle a également inscrit dans son programme de travail un certain nombre d'études s'intéressant à ces aspects; tels sont:

- le projet 31.12 qui se propose d'évaluer la contribution que le développement communautaire, en tant que méthode d'intégration des ressources humaines, peut apporter au développement économique des pays africains;

- le projet 21.02: "Plans et programme de développement agricole", qui prévoit l'examen des facteurs intervenant dans la transition d'une agriculture de subsistance à une agriculture marchande;

- le projet 31.10, qui s'applique à l'étude des possibilités d'application des techniques du développement communautaire aux zones urbaines de l'Afrique;

- le projet 05.03, touchant à l'étude des problèmes d'urbanisation.

3. Indépendamment de ces études méthodiques que la Commission Economique pour l'Afrique se propose de poursuivre dans le cadre de son programme de travail, celle-ci s'engage dans un certain nombre d'activités touchant aux aspects spécifiquement sociaux du développement, mais sans jamais perdre de vue que ces aspects sont intimement liés au développement économique. Elle est prête, par exemple, dans la mesure de ses possibilités, à répondre aux demandes des gouvernements qui souhaiteraient être aidés dans leur planification sociale, ou en matière de développement communautaire. Mais, cette planification, elle l'envisage dans un cadre intégré, ne séparant pas les objectifs sociaux des données économiques du développement (projet 31.01). De même, elle a commencé, et poursuivra dans les années qui viennent, l'organisation de stages de formation de spécialistes ou de planificateurs de développement communautaire, au niveau le plus élevé, tel que celui qui s'est tenu à Dakar en novembre 1961. Mais, les programmes, comme l'orientation de ces stages, sont inspirés par le souci d'assurer une balance entre les facteurs sociaux et économiques.

4. Cette conscience de l'interdépendance étroite qui existe entre les aspects sociaux et économiques du développement, a conduit la Commission Economique pour l'Afrique à établir, comme en 1960, le présent document dont le propos est de souligner les points les plus importants des aspects sociaux du développement économique, de poser certains problèmes appelant des recherches en vue de trouver des solutions à l'interaction des facteurs économiques et sociaux.

Dans cette perspective seront évoqués :

- les répercussions du développement économique sur les structures sociales
- l'interdépendance entre certains problèmes sociaux et le développement économique, notamment en matière de développement rural, d'urbanisation et d'industrialisation
- les problèmes d'adaptation.

Ce document ne prétend nullement être exhaustif, mais seulement esquisser à grands traits, en vue d'une exploitation ultérieure et l'organisation de recherches sociales, certains problèmes.

I. REPERCUSSIONS DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE SUR LES STRUCTURES SOCIALES

5. Le contexte traditionnel africain se caractérise par une organisation sociale où l'individu vit, agit, travaille en fonction du groupe auquel il appartient, que ce groupe soit la famille ou le village. Cette structure communautaire imprègne toute la vie sociale, morale, économique de la société traditionnelle, et commande les réactions de l'homme. L'individu, qu'il s'agisse de son statut civil, des modes de production, de ses droits fonciers, des partages des biens de consommation, est tributaire des autres membres de la collectivité, mais en échange de cette subordination, bénéficie d'une solidarité qui lui assure une sécurité relative. La cellule de production, réduite à la famille ou au village, limite son effort à ses besoins internes, est enfermée dans une économie de subsistance. La terre, les peuplements naturels ne prennent d'intérêt que dans la mesure où ils répondent aux besoins de l'auto-consommation. Les échanges insignifiants se bornent au troc. Cette organisation est en général marquée par une spécialisation rudimentaire selon le clivage des castes, à l'intérieur d'un groupe restreint. Les techniques sont archaïques, les rendements sont faibles, tout est absorbé par la consommation interne, sans laisser de marge pour l'épargne et l'auto-investissement.

En bref, une organisation sans doute adaptée au milieu naturel, mais frappée d'immobilisme fortement structurée, enserrant l'individu dans un réseau de règles communautaires, limitant son effort aux besoins vitaux du groupe, mais assurant à la société un minimum de sécurité et de stabilité.

6. Mais cette société traditionnelle subit de profondes modifications sous l'impact du progrès technique et des facteurs économiques.

a) Impact social de certains facteurs économiques.

7. Et tout d'abord, l'essor économique et la naissance du mobile économique a profondément marqué l'organisation sociale d'antan. L'individu, dans une économie fermée, limite fatalement son effort à la satisfaction de ses besoins essentiels ou de ceux de sa famille; il ne voit pas la nécessité d'accroître son effort pour accumuler des biens dont il n'aura pas l'emploi. Mais, les choses se modifient à partir du moment où les zones rurales s'ouvrent au progrès économique. Le devoir de se procurer des marchandises nouvelles, des tissus, des ustensiles ou des articles manufacturés facilitant son travail, rehaussant son prestige, ou même d'accéder à certains modes de vie importés de l'étranger, poussent souvent le paysan à accomplir un effort pour se procurer les ressources nécessaires à l'acquisition de ces biens convoités. L'introduction de cultures nouvelles, l'extension de la production, peuvent trouver un support puissant dans ce stimulant psychologique du progrès économique, et par voie de conséquence, le développement agricole facilite la multiplication de ces pôles d'attraction et amplifie le mobile de l'homme. La bicyclette, par exemple, en beaucoup de régions rurales sahéliennes, en même temps qu'elle est le signe d'une élévation de niveau de vie, a été un des facteurs qui a poussé l'homme à accroître sa production pour la conquérir. En d'autres endroits, comme en Ashanti ou en Côte-d'Ivoire, le désir de posséder une maison a joué indirectement pour une bonne part dans l'extension de la culture du cacao. En Côte-d'Ivoire, c'est le désir de se procurer de riches parures qui a incité le paysan yacouba à étendre la culture caféière. On pourrait multiplier les exemples.

Le progrès technique et la naissance du mobile économique ont amorcé en bien des endroits une brèche dans l'organisation sociale de l'économie de subsistance, et inversement, cette modification de l'immobilisme traditionnel a contribué à accélérer le progrès économique. Il serait intéressant d'entreprendre une étude de l'interaction des deux facteurs.

8. Le développement des voies de communication et les échanges sociaux qui en ont résulté ont joué et continuent à jouer un rôle important dans la modification des structures sociales africaines. Il a fallu attendre le 19e siècle pour assister à une véritable pénétration de ce continent africain. Protégées d'une façon générale au sud et à l'ouest par une barrière forestière, au nord par la zone saharienne, les sociétés de l'Afrique, singulièrement de l'Afrique tropicale noire, à l'exception des populations côtières qui ont connu de bonne heure des contacts extérieurs, ont vécu pendant des siècles hermétiquement repliées sur elles-mêmes. On se hasardait rarement au-delà du cercle de sa tribu, de sa région. Cet état de choses favorisait l'immobilisme.

L'ouverture des grandes voies de pénétration, la poste, puis le rail, ont précédé et permis le progrès économique. Mais, les échanges n'ont pas été que commerciaux. L'individu a pris, peu à peu, l'habitude de sortir du cadre de sa famille, de son village. Puis, les moyens de communication se multipliant, en même temps que s'accroissait leur rapidité et que s'abaissait le coût du transport, les voyages se sont généralisés. Le taxi-brousse est devenu une institution sociale.

C'est ainsi qu'en l'espace de deux ans, l'ouverture de la route entre la Côte-d'Ivoire et la Guinée, a transformé, non seulement économiquement, mais aussi socialement des populations qui malgré quarante ans de présence européenne vivaient dans le passé. L'avion dans la zone sylvestre du Gabon a changé de fond en comble certaines données de la vie sociale, en reliant des collectivités sylvestres isolées les unes des autres par des jours de marche ou de navigation.

Les hommes se sont aussi frottés à d'autres organisations, à des modes de vie différents, les horizons se sont élargis. Les échanges culturels et sociaux se sont multipliés. Revenus dans leur village d'origine, les individus ont rapporté et introduit des idées nouvelles, ferments d'évolution, les régions plus développées influençant les régions moins avancées.

Ainsi, grâce aux voies de communication, s'est réalisé tout un brassage, une interr réaction des civilisations dont il ne faut pas méconnaître l'importance dans l'évolution sociale de l'Africain.

9. L'introduction de la monnaie constitue un autre facteur de transformation. Produisant dans un cadre traditionnel, presque exclusivement les besoins de sa subsistance, l'individu n'avait pas besoin d'une monnaie échange; des poids en or, comme en pays baoulé ou ashanti, ou encore des cauris suffisaient à mesurer les échanges de faible valeur auxquels donnaient lieu les transactions locales, mais le plus souvent c'était le troc, l'échange en nature.

L'introduction d'une monnaie moderne représentant une grande valeur, sous un faible volume, facilement conservable et maniable, favorise indirectement la dislocation du système social traditionnel. Les peuplements naturels de palmiers à huile, de Kolatiers, de bois précieux, les terres de culture, les arbres de cueillette qui autrefois n'étaient exploités que dans la mesure des besoins de l'auto-consommation, prennent une valeur commerciale. Les individus, qui, acceptaient dans le contexte coutumier, de demeurer dans l'indivision, vont s'efforcer de s'affranchir de ce contexte, de s'approprier leur part de ces richesses jusqu'ici collectives et indivisées ou inappropriées, soit pour les exploiter individuellement et en retirer le fruit sous une forme monétaire, soit pour les vendre et les échanger contre des signes monétaires. Seule la monnaie a permis ce changement et a aussi, dans une certaine mesure, contribué à l'individualisation des patrimoines et des familles.

10. Les migrations de main d'oeuvre, provoquées par le développement économique exercent aussi une influence sur l'évolution sociale. L'importance de cette influence varie en fonction de la nature des migrations. En général celles-ci revêtent un caractère temporaire ou saisonnier, et ont lieu des régions relativement pauvres où le sous-emploi est le plus accusé, vers des terres riches où existe un appel de main d'oeuvre. C'est à cette définition que répondent les migrations saisonnières des "navétanes" de la haute Guinée ou du fleuve Sénégal vers les terres arachidières du Sénégal; ou temporaires des Mossis sur les exploitations forestières où les plantations de la Basse Côte, ou des populations du Niger vers la Nigéria. Ces migrants ne se coupent pas de leur milieu d'origine, ils rapportent dans leur village avec leur pécule qui permet de rétablir l'équilibre des budgets familiaux, des méthodes, des modes de vie nouveaux, et aussi des idées nouvelles.

Les migrations semi-définitives ou définitives vers les zones urbaines pour aboutir à des résultats identiques, lorsque les migrants conservent leur cohésion et leurs liens avec leur communauté d'origine; il y a même parfois surtrinalisation, comme c'est le cas chez les Bamélékés de Douala; dans ce cas, l'influence de la ville sur la collectivité rurale peut être importante, et il peut s'établir une symbiose. Mais, lorsque les migrants se fixent définitivement à la ville, peu à peu, ils se fondent dans un "creuset", et l'influence sociale de cette migration économique sur l'environnement rural se relâche.

11. Ceci nous amène aux aspects sociaux d'un autre problème provoqué par le développement économique; il s'agit des rapports entre l'exode rural et la croissance des villes, en réalité, ce sont les deux faces d'un même problème, car il y a une corrélation étroite entre la désaffectation des campagnes africaines et l'extension des cités. Le faible développement du secteur rural, les conditions de vie médiocres qui souvent y règnent, incitent les paysans, surtout les femmes, à désertir le milieu au profit des villes qui deviennent de véritables pôles d'attraction en raison des facilités de toute sorte qu'elles offrent, des débouchés d'emploi

qu'elles procurent, de la supériorité de leur infrastructure et des conditions de vie plus attrayantes qui y règnent. Cette attraction est encore plus forte lorsque la ville est le siège d'une expansion d'industries qui accroît le marché de l'emploi. L'attraction urbaine s'exerce avec d'autant plus de vicacité que les zones rurales périphériques sont plus pauvres.

Cette désertion des campagnes est grave, car elle n'est pas en général compensée par une expansion démographique. Elle a des incidences, non seulement en vidant certaines zones rurales de leur substance vive, mais aussi au point de vue social, en modifiant l'équilibre traditionnel sans pour autant lui apporter un substitut.

Ces phénomènes de l'urbanisation est inévitable car il apparaît comme une conséquence du développement économique, mais il peut être amorti dans ses conséquences sociales par une politique de stabilisation du milieu rural. Et des études tendant à rechercher un point d'équilibre harmonieux entre le développement urbain et le développement rural apparaissent souhaitables.

b) Rupture d'équilibre du cadre traditionnel.

12. Les transformations du cadre social, sous l'impact du développement économique entraînent un certain nombre de conséquences sociales dont certaines réagissent sur l'essor économique.

La première de ces conséquences est la dislocation de la cellule familiale traditionnelle. La famille élargie, formée des membres issus de la même ligne, perd peu à peu sa cohésion. L'autorité coutumière du chef de famille s'amenuise. Les pouvoirs en matière de division du travail, de répartition des terres et des ressources, de gestion du patrimoine commun, sont battus en brèche. En bien des endroits, pour les raisons que nous avons signalées plus haut, les membres les plus jeunes de la communauté tendent à rompre les barrières coutumières et à s'installer séparément de cette communauté dans le cadre de la famille conjugale. Ainsi, dans la Basse Côte de l'Afrique de l'ouest, la famille tend à s'individualiser, à former une cellule de production plus étroite, mais peut être plus cohérente. L'homme consent plus volontiers un effort quand il sait que celui-ci lui profitera directement, ou à ses enfants, au lieu de tomber dans le patrimoine collectif de la communauté.

A certains points de vue, cette cellule nouvelle semble être un facteur plus favorable à l'épanouissement de l'effort économique.

Des raisons économiques d'une autre nature, et notamment les difficultés croissantes de la vie matérielle et les prix élevés que peut atteindre la dot poussent, dans certains cas, à la monogamie, particulièrement dans les milieux urbains. Inversement, des raisons économiques et les exigences de l'exploitation familiale peuvent favoriser la survivance de la petite polygamie dans le milieu rural. C'est le cas de certaines régions du Cameroun et de la Haute-Volta.

Ainsi, la famille africaine subit une influence évolutive sous la pression de facteurs économiques, et sa morphologie nouvelle retentit à son tour sur les modes de production.

13. Mais, ce n'est pas là le seul effet de la rupture d'équilibre du cadre traditionnel sous l'impact du développement économique.

Des clivages se produisent dans la société qui tendent à aggraver le cloisonnement tribal et linguistique.

Le problème des divergences entre générations s'il n'est pas particulier à l'Afrique apparaît particulièrement grave en Afrique, en raison de l'écart plus grand que dans les pays industrialisés qui sépare les jeunes des vieilles générations. Ce sont deux mondes, deux conceptions différentes qui s'affrontent, et ce conflit n'est pas particulièrement propice à l'établissement d'une paix et d'un équilibre social. Mais, ce qui est plus grave peut-être, c'est le fossé qui s'établit dans la même génération, entre la femme et l'homme, notamment dans le milieu rural; l'homme, souvent, a été touché par le progrès, a fréquenté l'école, s'est aventuré au-delà des limites de sa tribu, a adopté une optique nouvelle; tandis que la femme a été tenue écartée des facteurs de transformation; le milieu traditionnel lui-même, comme s'il se rendait compte que la femme représente un bastion de défense de la tradition, s'est efforcé de la préserver des ferments d'évolution: l'école, les voyages. Dès lors, la femme se fige dans une position statique, et plus l'homme est évolué, plus grand est l'écart qui le sépare de la femme.

14. A ces clivages sociaux, se sont ajoutées les divisions nées de la diversification des activités économiques. Alors que dans la société traditionnelle rurale, l'homme réalise une certaine polyvalence, on voit apparaître, avec le développement économique, des activités professionnelles diversifiées: cultivateurs, gros exploitants agricoles africains utilisant de la main d'oeuvre salariée, commerçants, ouvriers, fonctionnaires, en même temps on voit naître la notion de classes, avec des oppositions d'intérêts qui s'ajoutent parfois aux oppositions tribales. Si les castes demeurent un vestige du morcellement de la société traditionnelle, l'apparition des classes est la conséquence du développement économique.
15. Enfin, on voit la société se diviser en deux groupes d'importance très inégale, déterminé chacun par les conditions de vie, par un cadre socio-économique et culturel très différencié: d'un côté les masses rurales qui représentent de 80 à 90 % de la population, caractérisées par des modes d'existence précaires, encore enfermées dans des structures traditionnelles basées sur une économie de subsistance et sur la solidarité du groupe, mais dont le cadre tend à se disloquer sans qu'un support nouveau n'ait eu le temps de se substituer à l'ancien; de l'autre, des minorités urbaines, de souche récente, encore mal adaptées aux servitudes de la ville, souvent à mi-chemin de la vie traditionnelle communautaire et des concepts individualistes, dont la fusion s'opère plus ou moins lentement dans le creuset unificateur des cités, donnent naissance à un type nouveau de population. Sans doute, n'existe-t-il pas d'opposition fondamentale entre ces deux groupes. On observe d'abord, des types de population qui participent à la fois à la vie rurale et urbaine, à la frontière de la cité et de la campagne; par ailleurs, les migrants temporaires, jettent un pont entre les deux milieux, évitant la cassure. Mais, il est évident qu'il existe une interr réaction entre les minorités urbaines et les masses rurales dont les modes de vie, les concepts sociaux et les intérêts économiques diffèrent, interr réaction qui s'exerce le plus souvent au détriment des zones rurales.

c) Recherche d'un équilibre en fonction du développement économique.

16. Il est souhaitable que soient recherchées des solutions assurant un équilibre entre ces deux lignes de développement, de même que l'on doit aider les masses africaines dont le cadre traditionnel tend à se disloquer sous l'impact des facteurs économiques à trouver un support nouveau social et économique qui lui permette de s'adapter aux exigences d'un monde moderne.

17. L'adoption de certains modes de vie empruntés aux pays industrialisés, la substitution aux moyens archaïques de moyens nouveaux, de facilités nouvelles, l'introduction de techniques perfectionnées ou la réalisation de modernes infrastructures, l'adhésion même à des formes culturelles dérivant du progrès, peut donner l'impression que cette adaptation est faite ou qu'elle est en train de se faire. En réalité, il existe un décalage, d'une part, entre le progrès matériel, technique qui modèle un visage nouveau à l'Afrique, et dont la cadence s'accélère à mesure que s'amplifient les moyens techniques, et, d'autre part, la transformation des mentalités et des structures sociales des masses africaines qui, inévitablement, est infiniment plus lente.

On se trouve en présence d'une option : ou imposer les normes nouvelles du progrès technique et économique sans se soucier des étapes d'adaptation psychologiques et sociales nécessaires en pensant que ces normes s'imposeront d'elles mêmes et que l'homme s'y pliera - cela conduit à un véritable bouleversement dont on ne peut prédire ce qu'il en sortira - ou, tout en s'efforçant de promouvoir un développement technique et économique aussi rapide que possible, rechercher des solutions et mener une action qui ménage les transitions à l'homme, lui facilite son adaptation à des structures nouvelles, lui permette de trouver un support nouveau se conciliant avec les objectifs économiques. La recherche de ce support est capitale, aucune réforme économique n'est possible dans le désordre social.

La logique et l'expérience inclinent vers cette deuxième solution qui tient compte de l'interdépendance entre les faits économiques et sociaux.

II. INTERDEPENDANCES ENTRE CERTAINS PROBLEMES SOCIAUX ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

A. Le développement rural

18. On peut préconiser et souhaiter l'industrialisation de l'Afrique, mais la grande industrie reste liée aux ressources du sous-sol et en énergie. Or, beaucoup de pays africains, dans l'état actuel des données, sont assez mal partagés à cet égard.

En dehors des industries de transformation, l'essor économique de l'Afrique repose jusqu'à nouvel ordre, sur le développement des zones rurales.

1) Les goulots d'étranglement

19. Mais, le développement rural se heurte à un certain nombre de goulots d'étranglements sociaux ou socio-économiques.

Un de ces obstacles est constitué par le caractère gérontocratique de l'organisation sociale en milieu rural. La gestion des collectivités traditionnelles est assumée par les anciens, les notables, c'est-à-dire les hommes âgés qui sont censés détenir la sagesse, la connaissance de la coutume, et l'expérience. Or, ces gens âgés sont moins perméables au progrès que les jeunes; ils s'efforcent, par intérêt ou par conviction, de préserver la collectivité de l'intrusion des formes nouvelles, et maintiennent un conservatisme qui est un frein au développement. Les jeunes sont obligés ou de se plier à la loi des anciens, ou s'ils ont de la personnalité, de quitter la collectivité, où ils ne trouvent plus de terres, ni de possibilité de s'épanouir. C'est pourquoi, certains pays s'efforcent de substituer à ces gérontocraties traditionnelles, des structures de bases nouvelles qui puissent servir de support au développement économique. C'est le cas par exemple du Sénégal, de la Côte-d'Ivoire, de la Guinée.

20. Un autre obstacle est représenté par la morale clanique et communautaire. Celle-ci, dans un cadre où tout le monde se connaît, tend à donner plus d'importance aux biens de prestige qu'aux biens de consommation destinés à la masse. Le prestige peut être attaché à la possession de plusieurs femmes, d'un grand troupeau que l'on thésaurise, à la détention de l'or et de bijoux, etc... Cependant, parfois la recherche du prestige peut conduire à la réussite économique. Par ailleurs, si la solidarité qu'implique la morale clanique peut avoir un effet heureux ou assurant un minimum de sécurité à l'individu, par contre, elle peut se muer en parasitisme social et freiner le développement; elle peut alors être un obstacle à la constitution d'une épargne, puisque le surplus du revenu est affecté à la solidarité et non à l'investissement productif; elle peut aussi être un obstacle à l'esprit d'initiative, puisque le succès implique l'obligation de faire face aux besoins du groupe tout entier. Cependant, cet esprit de solidarité peut, à la condition que la population y soit préparée, servir de support aux mouvements coopératifs modernes, lesquels supposent un esprit communautaire.

21. La sous-nutrition, mais surtout la malnutrition ainsi que les déficiences sanitaires qui posent un problème médico-social, sont également un obstacle au développement économique. En effet, la malnutrition, en privant l'homme d'un équilibre normal et du minimum calorique journalier, l'empêche de déployer l'effort énergétique nécessaire à une mise en valeur intensive de la terre. Malgré les progrès réalisés, grâce aux campagnes prophylactiques, la survivance de grandes endémies, tel que le paludisme en Afrique tropicale, ou de maladie telle que l'onchocercose, est un frein au développement rural; certaines régions de terres alluviales possèdent de grandes possibilités de développement, mais leur exploitation est différée ou ralentie en raison de l'insalubrité de ces terres. Enfin, le taux élevé de morti-natalité et de mortalité infantile qui règne encore en bien des régions de l'Afrique freine la croissance démographique.

ii) Les structures agraires et l'effort de l'homme

22. Le développement de l'économie rurale est intimement lié aux structures agraires et ces structures dépendent elles-mêmes des structures sociales. Le mode d'occupation et d'exploitation du sol conditionne l'effort de l'homme; celui-ci n'accroîtra son effort que dans la mesure où il sera assuré d'une certaine stabilité et de retirer le fruit des améliorations ou des investissements du travail qu'il apporte à sa terre.

23. Si le problème de la disponibilité des terres ne paraît pas se poser quantitativement en Afrique, en raison de l'existence de grandes superficies non cultivées, par contre il se pose dès que la terre est fertile, que des secteurs d'agriculture prennent une valeur en raison de la réalisation d'une infrastructure, ou qu'il s'agit de mettre en culture des terres jusque là vacantes. Les systèmes de tenure foncière ne sont pas tous favorables au développement économique.

24. Tout d'abord, il existe encore des structures féodales dans lesquelles le sol appartient à un grand propriétaire foncier ou à une communauté religieuse; une partie du produit passe au propriétaire et le paysan se trouve dans une position précaire, ne retirant qu'un fruit modeste de son effort. Ce régime est peu propice à un développement, mais il est l'exception.

25. Par contre, beaucoup plus répandue est la tenure et l'exploitation collective des terres, celles-ci appartenant à la communauté et étant réparties par le chef de cette communauté entre ses membres qui n'ont que des droits d'usage. En général, une part du produit va au patrimoine commun, l'autre revient à chacun des membres pour les besoins de sa consommation. Cette possession indivise et ce mode d'exploitation facilitent sans doute les efforts collectifs qu'exigent les défrichements ou certaines formes de cultures, mais favorisent peu l'intérêt et l'effort personnel, chacun n'ayant aucun motif de cultiver au-delà de ses besoins ni d'investir dans une terre qui appartient à la communauté. On constate en certaines parties de l'Afrique une tendance à l'éclatement de cette

structure agraire communautaire, au profit de l'individualisation des terres au niveau de la famille conjugale. Cette personnalisation de la tenure foncière et de l'exploitation semblent, à priori, plus favorable au développement agricole, l'individu conservant pour lui et les siens tout le produit de son travail; cependant, le morcellement excessif peut aller à l'encontre des impératifs de concentration qu'imposent certaines catégories de cultures.

26. Fréquemment, aussi, devant les nécessités des procédés culturaux extensifs, il y a occupation précaire de nouvelles parcelles vacantes, mais il est rare que celles-ci soient ~~sans~~ maître nominal; l'existence d'un propriétaire coutumier que l'on appelle le "lamane" en pays oulof et sérère, se retrouve presque partout; dans ce cas la redevance est nominale, mais la précarité des droits de l'occupant rend instable l'exploitation et ne suscite pas l'initiative.

27. On commence à trouver aussi de véritables locations foncières, et les rapports entre propriétaires et locataires varient selon la coutume ou les us locaux. Ce régime est favorable à l'effort économique dans la mesure où il assure au paysan un minimum de stabilité, une continuité, et des garanties d'action qui lui permettent de récupérer le prix de son effort notamment dans les cultures riches.

28. Enfin, dans le cadre des infrastructures préparées par les gouvernements, notamment dans les zones irriguées, on voit se développer une petite colonisation qui apporte au paysan avec une sécurité dans l'occupation du sol un minimum de pérennité dans la récolte du fruit de son effort. Parfois, cette colonisation s'accompagne d'une accession à la petite propriété. Cette structure est en principe propice au développement économique, surtout quand elle est assortie d'une organisation coopérative qui pallie les inconvénients de la petite propriété.

29. Les réformes foncières peuvent difficilement se réaliser par des textes uniformes au niveau d'un Etat, car elles doivent s'adapter à la diversité des situations issues du passé, et à la diversité des vocations des sols qui appellent des structures et des modes d'exploitation diversifiés. Mais, elles doivent toutes tendre à assurer au producteur le maximum de stabilité et de revenu, pour que son effort soit rentable.

b) La rémunération de l'effort de l'homme: le problème des prix.

30. Le problème des prix semble relever de prime abord exclusivement de l'économie. Et pourtant, il a des rapports directs avec l'organisation sociale et la psychologie du producteur. Celui-ci n'aura pas tendance à produire au-delà des besoins de son unité familiale, et à dépasser le stade de l'économie de subsistance, et à accéder à une économie d'échange, que dans la mesure où il retirera de ses produits un prix suffisamment rémunérateur; sinon, il travaillera peut-être pour atteindre certains objectifs isolés : acheter un boeuf, des pagnes, se marier, puis cet objectif atteint, il cessera tout effort. Par contre, si les prix sont attractifs, ils constitueront un puissant stimulant en faveur d'une permanence de l'effort. La cascade des intermédiaires dans le circuit commercial, l'insuffisance des petites voies de pénétration et l'isolement des villages qui facilitent les spéculations de ces intermédiaires, pèsent souvent lourdement sur les prix au producteur; il n'est pas rare de voir en certaines régions, sur un trajet de 200 km comportant plusieurs ruptures d'intermédiaires un prélèvement de 70 à 80 % sur les prix à la production.

31. Mais, il ne suffit pas que les prix soient rémunérateurs, il faut qu'ils soient stables, et qu'il existe un équilibre entre ces prix et ceux des marchandises importées de première nécessité. Un accroissement de 15 % du prix des produits d'exportation, ne correspond pas à une augmentation du pouvoir d'achat et ne joue aucun rôle stimulant, si dans le même temps les denrées importées, surtout s'il s'agit de denrées vivrières, que le paysan ne cultive plus par suite du déplacement de ses activités en faveur des cultures d'exportations, augmentent de 20 pour cent. Il y a donc une corrélation étroite entre la rémunération du producteur, et ses réactions psychologiques et sociales.

iii) Investissements humains, encadrement technique et animation des collectivités rurales

32. De même le développement rural est en partie lié à la transformation des structures sociales et des mentalités.

Pendant longtemps on a cru qu'il suffisait de multiplier les investissements, d'étendre les infrastructures, d'accroître le nombre des techniciens pour assurer la promotion des pays africains. Certes, l'action économique, sous cette forme, reste la pierre angulaire du développement; elle est indispensable pour créer les conditions de démarrage du progrès général. Mais, elle s'avère insuffisante à elle seule pour assurer une promotion; aucun essor profond, définitif, stable n'est possible si les masses africaines ne prennent conscience de leur responsabilité, n'adhèrent à des normes nouvelles, n'entreprennent l'indispensable effort personnel sans lequel il n'est pas de promotion réelle.

33. Mais comment susciter cet effort des populations et comment le conjuguer avec celui des gouvernements ? C'est là un problème auquel le développement communautaire s'efforce de trouver des solutions. C'est pourquoi certains gouvernements semblent porter un intérêt croissant au développement communautaire en tant que méthode visant à intégrer l'effort des populations rurales dans le plan général du développement. Le développement communautaire, parfois sous des vocables variés d'investissements humains, de mobilisation des ressources humaines, d'animation, apparaît comme un moyen de contribuer au développement économique.

34. Cependant, il convient peut-être de préciser les deux sens que peuvent revêtir les "investissements humains". Ce terme peut être employé pour désigner les "investissements sociaux", tels dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle, que l'on oppose comme investissements de consommation "non productifs", aux investissements de capital "productifs", encore que comme l'ont montré certaines études récentes, ces investissements sociaux comportent des facteurs négatifs et positif, ces derniers pouvant avoir une influence bénéfique sur l'expansion économique; l'amélioration sanitaire accroît l'efficacité des agents de

production et conditionne parfois le développement économique; il en est de même de l'éducation, de la formation professionnelle, et dans une certaine mesure de l'habitat qui en stabilisant la famille augmente la productivité du travailleur. Mais, ces mêmes investissements sociaux peuvent avoir des aspects négatifs du point de vue économique: l'accroissement démographique qui résulte de l'action sanitaire risque d'accroître le chômage et le sous-emploi, le décalage entre la progression démographique et celle des ressources alimentaires. De même, l'éducation, surtout à la base, si elle est insuffisamment adaptée aux exigences du milieu, risque de couper les jeunes de ce milieu au détriment de l'expansion économique.

35. Mais, les "investissements humains" ont pris en Afrique dans ces dernières années une seconde signification. Ils s'entendent de la politique tendant à provoquer l'effort de l'homme, à orienter cet effort, en même temps que vers l'amélioration de ses conditions de vie, vers des objectifs de développement général, notamment vers la formation de capital public de nature à pallier l'insuffisance des investissements en capitaux productifs. Sous cette forme, ils peuvent contribuer à l'expansion économique.

D'abord, parce qu'il vise à susciter chez l'Africain un changement d'attitude et à l'amener à adhérer à des normes nouvelles d'existence et de production. Par la propagande, il s'efforce de perméabiliser les populations aux concepts nouveaux. Ensuite, parce qu'il essaie de provoquer un effort personnel et de l'orienter dans le sens des objectifs réels du développement local et général. Enfin, parce que cet effort doit aboutir à la formation de capital public et privé, grâce aux investissements humains.

36. Mais, cette méthode implique une approche nouvelle des problèmes de développement. Trop souvent dans le passé les tentatives pour promouvoir le développement rural en Afrique se sont soldées par des insuccès parce qu'elles portaient trop exclusivement de bases techniques ou financières, sans tenir compte des mentalités ni des réactions de l'homme. Cette méconnaissance des aspects sociaux ou psychologiques

explique les échecs de mouvements coopératifs ou de certaines formules d'organisations paysanales qui laissent passives les populations.

37. Il ne suffit donc plus, comme par le passé, d'encadrer techniquement les collectivités rurales, il faut aussi "les animer", c'est-à-dire provoquer chez elles le sens de la responsabilité, l'initiative, et l'effort personnel. Ce sont là deux fonctions distinctes.

38. Certains pays ont opté pour une confusion de l'encadrement technique et de l'animation, les techniciens étant à la fois des animateurs et des vulgarisateurs chacun dans leur branche. On a opposé à cette formule des objections: on a fait valoir qu'on peut être excellent technicien et mauvais psychologue, qu'il y a une dispersion du travail face à l'unité des besoins de la cellule familiale, les techniciens étant peu nombreux ne pouvaient se permettre de perdre une partie de leur temps à convaincre les gens avant d'être efficaces.

39. D'autres pays, comme le Ghana et le Sénégal, ont opté pour une séparation des tâches d'encadrement technique et d'animation, tout en établissant entre cadres techniques et animateurs une liaison étroite, l'animateur de la collectivité, dont la fonction est avant tout psychologique, étant d'éclairer celle-ci, de susciter l'initiative, l'effort et l'organisation de cet effort, de provoquer en un mot un changement d'attitude, et de préparer psychologiquement le terrain au technicien qui peut faire oeuvre utile sans perdre de temps.

B. L'urbanisation

40. Ce sont souvent des causes d'ordre économique qui sont à la base de l'attraction que les villes exercent sur les zones rurales: le décalage entre les conditions matérielles de vie qui existent entre la cité et la campagne, l'existence de débouchés d'emploi et d'un marché de transactions important, la recherche d'un pécule occasionnel.

41. Les conditions économiques de ce milieu urbain exercent une influence interne et externe sur les structures sociales. Interne, en introduisant des transformations dans l'unité familiale traditionnelle. Ces facteurs de transformation sont pour une large part économiques. Il y a lieu de noter que la ville, avec ses difficultés, constitue un terrain peu favorable à l'épanouissement de la vie familiale traditionnelle. Ce fait ressort de la proportion inférieure (50 à 75 %) du nombre de femmes par rapport à celle des hommes dans les villes. Toujours pour les mêmes raisons, quand la cellule familiale conjugale existe, le nombre des enfants est plus limité que dans le milieu rural.

42. Cette cellule tend d'abord à évoluer de la polygamie à la monogamie, sous la pression des circonstances économiques: en raison du prix élevé de la dot, d'une part, et des difficultés matérielles de l'existence urbaine, d'autre part. Alors que dans le contexte rural, la polygamie est une source de profits, en milieu citadin, la femme est une raison de dépenses et ne contribue pas facilement aux besoins du ménage.

43. Ensuite, la famille trouve difficilement sa position d'équilibre, le faible salaire du manoeuvre sans spécialisation ne lui permet pas de faire face aux besoins de sa famille, et la femme qui doit contribuer à la subsistance du foyer se trouve contrainte de chercher des ressources d'appoint, en travaillant. Elle n'est plus soutenue par son cadre traditionnel comme en milieu rural où elle était aidée par les autres femmes de la communauté; elle doit faire face aux écueils de la vie auxquels elle n'a pas été préparée par son éducation. Dès lors, souvent, elle se livre à des activités commerciales qui lui procurent des ressources supérieures à celles de son mari et lui confèrent une indépendance économique, grâce à laquelle elle s'émancipe et rejette peu à peu les sujétions coutumières. Du même coup, l'autorité et la cohésion familiales se relâchent et l'enfant livré à lui-même acquiert une liberté de mouvements dont il n'use pas toujours à bon escient. Si l'on ajoute à cela, la mobilité du travailleur, sa tendance à

l'absentéisme qui diminue sa productivité, et par suite son salaire, l'existence du parasitisme social qui aggrave la situation financière de la famille, accentuent les raisons de la dislocation de cette dernière, dans le milieu urbain on conçoit la puissance des éléments de dissocation.

44. Le problème consiste à faciliter l'adaptation de la famille et à l'asseoir sur de nouvelles bases stables et individualisées, qui se substituent à l'ancien support traditionnel. Cet objectif peut être recherché par une action éducative en faveur de la femme, pivot de l'unité familiale, telle qu'elle a été entreprise à travers des foyers ou des centres sociaux au Congo (Léopoldville), au Cameroun, en Côte-d'Ivoire, au Mali, action visant à habituer la femme aux conditions urbaines en matière d'économie domestique, de nutrition, d'habitat, d'hygiène et à tirer le meilleur parti des ressources dont elle dispose. Un autre moyen consiste à faciliter cette adaptation en favorisant l'intégration de la famille dans le secteur urbain peuplé de gens de même origine, ou bien dans un secteur hétérogène formant une "unité de voisinage", substituant à la solidarité traditionnelle une "communauté d'intérêts". Enfin, certaines mesures propres à faciliter les rapports économiques entre les familles urbaines et leur groupe d'origine en milieu rural pourraient favoriser cet équilibre.

45. Mais l'influence des villes s'exerce sur les structures sociales jusque dans les zones rurales périphériques. Les nouveaux modes de vie, de penser, pénètrent peu à peu la brousse, à la faveur des déplacements de migrants. L'urbanisation et l'industrialisation ont contribué à l'affaiblissement et dans certains cas, à la désintégration du système social traditionnel, même dans les campagnes. L'apparition des facteurs et des stimulants économiques modernes, celle d'une économie monétaire, et l'absence périodique ou prolongée d'un nombre élevée de jeunes, ont provoqué un bouleversement de la vie familiale africaine traditionnelle, même dans les régions rurales. Les conditions de vie dans les zones urbaines ont joué un rôle particulièrement important dans ce bouleversement. Enfin, l'influence urbaine a accentué la transformation de la structure sociale africaine parce qu'elle a créé un rapport nouveau entre le travail et la famille ou la collectivité.

c) Industrialisation et prolétarisation

46. D'aucuns préconisent comme solution du problème du sous-développement de l'Afrique, une industrialisation rapide. Cette industrialisation est certes souhaitable, mais elle reste subordonnée à l'existence de ressources du sous-sol et de possibilités énergétiques. Au surplus, elle pose des problèmes d'équilibre, et on retrouve ici cette interdépendance entre les faits économiques et sociaux.

47. Tout d'abord, un premier point que l'on doit évoquer est celui de la recherche d'un équilibre entre le développement rural et le développement industriel. Cet équilibre n'apparaît pas impossible; le développement rural peut donner naissance à un essor industriel qui peut lui être complémentaire sous la forme d'industries de transformation, notamment des produits agricoles: décortiqueries, conserveries, jus de fruit, transformation de fécule, huileries et industries de saponification, bois comprimés et débités, etc. Mais du point de vue social, il est souhaitable que ces usines de transformation ne forment pas des groupes trop importants, risquant de constituer des pôles d'attraction au détriment des campagnes, et qu'elles soient décentralisées sous la forme de petites ou moyennes unités, dans la mesure où l'organisation industrielle le permet. L'avantage de la petite et de la moyenne industrie est évident. Elles permettent une symbiose plus facile avec le milieu social, elles ne risquent pas de provoquer une rupture d'équilibre avec les zones rurales, comme la grande industrie, surtout quand celle-ci est jumelée à l'urbanisation. La petite et la moyenne industries se rapprochent beaucoup plus de l'échelle de l'homme du monde rural, elles appellent une coopération entre les agriculteurs et l'usine, notamment, lorsque les périodes d'activités des industries ne coïncident pas avec celles des travaux agricoles; les agriculteurs pendant les périodes mortes de culture pouvant alors travailler ou fournir un travail d'appoint sans que l'homme soit pour autant déraciné de son milieu. Elles évitent d'accentuer le déséquilibre social et apportent au contraire une contribution positive à l'élévation du niveau.

48. Mais parfois, des complexes industriels s'installent dans un milieu rural et on peut prévoir que ces industries deviendront des pôles attractifs sur les campagnes environnantes. C'est le cas, par exemple de Fria en Guinée, d'Edea au Cameroun, du Copperbelt ou du Katanga. Dans ce cas, il faut songer aux répercussions que peut avoir une telle industrialisation au point de vue social, en organisant rationnellement les mouvements de main d'oeuvre, en conservant des liens avec les collectivités d'origine et avec la terre, par la distribution de petits jardins familiaux par exemple.

49. La grande industrie quand elle se fixe dans une ville, qui peut être en même temps un port, peut avoir des conséquences sociales néfastes si cette fixation n'est assurée de contreparties, sans doute, dit-on, elle contribue à donner du travail et à résorber le chômage. Mais, on entre dans un cercle vicieux: souvent il y a chômage parce qu'il y a une industrie, celle-ci provoque un afflux de la campagne, et il est rare que l'usine parvienne à résorber le chômage qu'elle a elle-même suscité. Cette situation s'aggrave quand il s'agit d'industries comportant des pointes d'activités avec une embauche intermittante.

50. La plus grande partie de ces migrants attirés par l'industrie sont sans qualification professionnelle et leur médiocre niveau culturel rend difficile une formation. Ils constituent donc la masse des manoeuvres sans spécialité, à faible revenu puisque celui-ci équivaut au salaire minimum de base. La faiblesse de ce revenu est souvent aggravé par les périodes de chômage et par l'impréparation aux conditions particulières de vie dans les villes. La proportion de ces travailleurs non qualifiés par rapport à l'ensemble de la main d'oeuvre salariale a fait l'objet d'estimations diverses, mais on la situe en moyenne entre 45 et 70 pour cent. Cette main d'oeuvre est essentiellement instable, elle forme le gros de la population flottante, obéissant à une mobilité interne et externe, se déplaçant selon les possibilités d'embauche d'une exploitation à l'autre, et quand ils ne trouvent pas de travail et ont épuisé toutes les ressources de l'hospitalité coutumière, ils retournent dans leur

village. L'insuffisance de leurs ressources ne leur permet pas de mener une vie familiale normale. Ils ne sont préparés ni professionnellement, ni socialement, ni économiquement à faire face à des responsabilités individuelles. Accaparés par leurs difficultés, ils tendent à se couper de leur milieu d'origine, et plus ou moins rapidement se détribalisent. Cette détribalisation, qui le plus souvent n'est pas compensée par un support nouveau, s'accompagne d'une prolétarianisation, qui rejoint la condition des prolétariats des pays industriels, avec cette aggravation peut être que la cassure avec le milieu est plus profonde. L'instabilité de cette main d'oeuvre, l'absence de spécialisation et les bas salaires empêchent la productivité de s'accroître aussi rapidement qu'il serait souhaitable. Le faible rendement est lié également à l'état de sous-nutrition et aux lacunes sanitaires, à l'insuffisance de l'éducation, à l'écartèlement moral de l'individu vis-à-vis de ses valeurs traditionnelles, à l'insuffisance de son adaptation au rythme de la production moderne.

51. Une élévation des salaires, la stabilisation des travailleurs, l'établissement de facilités telles que le logement qui le fixe sur son lieu de travail ou d'organisations coopératives destinées à abaisser le coût du ravitaillement, la promotion de services médicaux dans le cadre de l'entreprise, contribuent à compenser les effets négatifs de l'industrialisation, à stabiliser le travailleur et sa famille, à élever sa productivité. Beaucoup d'entreprises l'ont compris qui considèrent cette action sociale comme rentable du point de vue économique.

52. Mais, il apparaît également nécessaire d'orienter le travailleur migrant, grâce aux tests psychotechniques, vers des tâches pour lesquelles il possède des aptitudes particulières, et de le faire bénéficier d'une formation accélérée sur le plan professionnel. Non moins indispensable est l'établissement de liens entre la profession et le groupement social, et son intégration au sein de celui-ci.

53. Enfin, un dernier moyen de pallier les inconvénients sur le plan social de l'industrialisation en pays africain, est de restructurer le milieu rural, et de lui rendre un nouvel attrait, d'accroître parallèlement à la productivité industrielle celle du travail agricole, afin de dégager la main d'oeuvre nécessaire au secteur industriel sans compromettre pour autant le développement rural.

III. LES PROBLEMES D'ADAPTATION.

54. D'après la description rapide qui vient d'être entreprise de certains faits économiques et sociaux, on peut réaliser l'importance que revêtent les problèmes d'adaptation dans le développement économique de l'Afrique : adaptation des structures sociales et familiales aux conditions nouvelles du progrès technique, adaptation de l'éducation aux exigences de l'expansion économique, adaptation de l'Africain aux normes professionnelles.

55. Qu'il s'agisse des structures sociales traditionnelles en milieu rural, ou des nouvelles structures urbaines, leur adaptation conditionne le succès de l'action économique. Aux anciennes organisations géroncratiques, à caractère collégial, difficilement perméables aux innovations doivent progressivement être substituées des structures de base, semi-démocratiques ou démocratiques, en tout cas à caractère représentatif, associant les populations à la gestion de leur collectivité, et leur inculquant le sens de leurs responsabilités. Ces structures de base peuvent être fondées sur une communauté d'intérêts, sur une organisation pré-coopérative guidant dans l'avenir les paysans vers la formation d'unions fédératives de nature économique, ou bien encore sur l'organisation de communes rurales, sans pourtant rejeter les valeurs coutumières qui peuvent servir de support à ces transformations telles que le sens de la solidarité ou les institutions traditionnelles susceptibles de s'adapter telles que les "fokon' olona" à Madagascar.

56. Dans ce cadre nouveau ou rénové, la famille rurale, elle-même, peut réaliser sa propre adaptation et évoluer vers des formes individualisées, qui sans proscrire le sentiment de la communauté, peut devenir une cellule de production, compensant les inconvénients du morcellement, en se reliant aux cellules voisines, par des liens coopératifs. C'est dans ce sens que le Sénégal, par exemple, oriente sa nouvelle politique de promotion du monde rural.

57. Quand à la famille urbaine, il faut lui faciliter comme nous l'avons indiqué plus haut, son adaptation aux conditions particulières du milieu citadin, notamment aux conditions économiques. A mesure que la société urbaine se stabilisera matériellement et professionnellement, la famille elle-même se stabilisera, et certains problèmes actuels perdront de leur acuité. Il est permis d'espérer que le petit noyau autonome qui forme la famille de type occidental s'établira fermement pour devenir la norme dans un avenir plus ou moins proche. Par ailleurs, déjà se dessinent dans les villes, des structures sociales fondées beaucoup plus sur des différences économiques et culturelles que sur des différences tribales ou raciales comme par le passé. Ce mouvement est particulièrement net parmi les élites des professions administratives, libérales, commerciales qui tendent à former des classes moyennes. Dans quelle mesure cette évolution s'étendra-t-elle à l'ensemble des populations urbaines ? Et avec quelle rapidité se fera cette évolution ? Si l'on en juge d'après l'action unificatrice qu'exerce le creuset urbain, il est permis de penser que cette transformation se fera assez vite.

58. Une autre sorte d'adaptation conditionne le progrès économique, celle de l'éducation. Les méthodes et les programmes d'enseignement importés de l'Europe en Afrique, surtout l'enseignement primaire, ont eu des aspects positifs, mais aussi des côtés négatifs. Des aspects positifs, car cet enseignement a permis de dégager des élites qui aujourd'hui prennent ou ont pris en mains les destinées de leur pays; il a également formé les cadres moyens nécessaires au développement économique et social des pays africains. Mais, cet enseignement n'a pas toujours

été adapté aux exigences du développement. L'école, notamment en milieu rural, par le caractère trop théorique de ses programmes, qui autrefois faisaient une part insuffisante aux exigences de ce milieu, également par sa philosophie d'essence individualiste, a souvent placé l'enfant africain en porte-à-faux entre son contexte familial et social et cette institution nouvelle, mal intégrée, qu'était l'école. Ce déséquilibre a contribué à couper l'enfant de son milieu, à lui inculquer sans le vouloir la conception de l'infériorité du travail manuel ou agricole et de la supériorité définitive du travail intellectuel, à lui faire considérer le diplôme comme une clef permettant de s'évader du milieu rural, synonyme de médiocrité.

59. De même, la scolarisation féminine, en raison également de l'inadaptation de ses programmes aux réalités sociales africaines, a fréquemment dressé les filles africaines contre leur milieu traditionnel et préparé celles-ci à un diplôme beaucoup plus qu'à la mission sociale de mère et d'épouse de toute femme, que celle-ci soit promise à devenir une élite ou à demeurer dans son milieu rural.

60. Il faut reconnaître, cependant que depuis plusieurs années, des efforts sont entrepris en vue de reconvertir l'enseignement de base en fonction des exigences du développement économique et social de l'Afrique. Les gouvernements ayant accédé à l'indépendance accentuent ces efforts d'adaptation scolaire, et il est intéressant de suivre les tentatives faites, par exemple, par la Haute-Volta, pour accentuer cette adaptation.

61. Enfin, une autre sorte d'adaptation s'avère indispensable au succès du développement économique, l'adaptation professionnelle: adaptation du paysan aux techniques culturales nouvelles, aux modes modernes d'organisation de la profession paysanale; adaptation de l'ouvrier aux professions industrielles, et notamment aux méthodes, aux rythmes de production, aux exigences impérieuses de la productivité, et aux méthodes techniques. L'adaptation des méthodes psychotechniques à l'Afrique doit permettre de faciliter ce rōdage professionnel. La mise au point

des méthodes de formation accélérée également. Enfin, les associations professionnelles, les syndicats en même temps qu'ils instaurent une solidarité nouvelle entre les membres de la même profession, ont un rôle éminent à jouer dans l'éducation professionnelle des salariés. L'adaptation professionnelle est essentielle à la formation d'une élite ouvrière indispensable au développement économique des pays africains.

IV. LES ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES

62. Ce bref aperçu des aspects sociaux du développement économique en Afrique, délimite le champ des études socio-économiques qu'il serait intéressant d'entreprendre afin de préciser l'interdépendance des faits économiques et sociaux.

- i) Etude des motivations dans l'essor économique
- ii) Etude de l'influence du développement des transports sur les transformations sociales, culturelles et économiques
- iii) Etude des migrations
- iv) Etude de la monnaie comme facteur de transformation sociale et économique
- v) Etude des transformations des structures sociales et économiques traditionnelles en fonction du développement économique
- vi) Etude des rapports entre les structures agraires et l'effort de l'homme
- vii) Etude de la contribution du développement communautaire au développement urbain et industriel
- viii) Etude de la contribution du développement communautaire au développement économique
- ix) Etude des structures de base dans le développement économique
- x) Etude sur les objectifs économiques de l'éducation
- xi) Etude du développement de la productivité en fonction de l'adaptation professionnelle.

.